

Résolution des délégué-e-s du PDC adoptée lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 29 avril 2006 à Coire

Oui à une ouverture des marchés de télécommunication – Non à la cession de Swisscom

Ouverture du marché: OUI

Ces dernières années, Orange, Sunrise et d'autres entreprises sont entrés avec succès sur le marché suisse des télécommunications. La libéralisation du marché a entraîné une baisse des prix et des offres plus intéressantes. Le PDC est favorable à une concurrence accrue et à l'ouverture des marchés. De l'avis du PDC, le monopole partiel de Swisscom sur le dernier kilomètre peut également être assoupli. Le Groupe PDC de l'Assemblée fédérale s'est même engagé pour une ouverture plus étendue du dernier kilomètre. Il a cependant été mis en minorité par une alliance du PS et de l'UDC. En privatisant Swisscom, c'est de fait un monopole sur le dernier kilomètre qui serait privatisé. D'un point de vue économique, il s'agit là d'une situation initiale peu favorable.

Cession : NON

Le Conseil fédéral veut une privatisation totale du fournisseur de la desserte de base qu'est Swisscom. Il renonce à des mesures d'accompagnement. Ainsi, il prend le risque que la garantie de la desserte de base, à qualité égale, sur l'ensemble du territoire échappe à l'influence directe de l'Etat alors même qu'il s'agit là d'un domaine économiquement et socialement important. Dans les régions périphériques, la desserte de base ne pourra être garantie qu'avec des subventions étatiques ou des redistributions étatiques dirigées (fonds). Le Conseil fédéral ne peut pas démontrer comment la desserte de base pourra être garantie dans le futur et soutient une vente de Swisscom à l'étranger. Cela irait de paire avec la perte du contrôle de l'ensemble des infrastructures du réseau fixe ; ces dernières ont été financées dans le passé par la population par le biais des taxes fixées par l'Etat. Alors que le Conseil fédéral veut permettre une vente de cette infrastructure suisse à l'étranger, il interdit à Swisscom d'en faire autant en s'engageant à l'étranger.

En cas de vente à l'étranger, Swisscom Broadcast AG (une entreprise détenue entièrement par Swisscom) serait également menacée par une reprise étrangère. Elle garantit la diffusion hertzienne radio-TV ainsi que des réseaux de transmission militaire. Cela pourrait avoir des conséquences très néfastes en matière de politique de sécurité et des médias. Pour le PDC, un tel procédé est très incohérent et incompréhensible. C'est pourquoi il le rejette.

Projet précipité

Le projet de privatisation que le Conseil fédéral veut soumettre au Parlement lors de la session spéciale de mai, n'est pas encore abouti, précipité et les conséquences ont été insuffisamment soupesées. Le gouvernement a provoqué une pagaille inadmissible au niveau de la communication inquiétant ainsi des milliers d'employés de Swisscom et de potentiels investisseurs. De fait, le Conseil fédéral a interdit un engagement de Swisscom à l'étranger et a ainsi fortement réduit sa liberté entrepreneuriale. Si le projet échoue au Parlement ou en votation (en cas de référendum), le Conseil fédéral n'a pas de stratégie alternative pour assurer l'avenir de Swisscom.

Nos exigences:

Le PDC admet que les conditions-cadres se soient modifiées suite à l'évolution technique et à la globalisation des marchés. Le PDC est disposé à trouver des solutions d'avenir avec le Conseil fédéral et Swisscom qui tiennent à la fois compte des exigences entrepreneuriales et des besoins des clients privés et commerciaux (PME).

Le PDC exige du Conseil fédéral :

- une stratégie alternative pour Swisscom : en cas de décision négative du Parlement ou du peuple, Swisscom doit retrouver sa liberté d'entreprise pour s'engager à l'étranger dans des domaines d'avenir. La perte de contrôle sur les infrastructures du réseau fixe doit rester la plus restreinte possible. La garantie de la desserte de base reste l'élément central.
- la présentation par le Gouvernement de ses propres stratégies destinées aux entreprises qui offrent des prestations d'infrastructure essentielles pour notre pays (La Poste et les chemins de fer).